

Assermentation des autorités vaudoises à la Cathédrale de Lausanne –27 juin 2017

Allocution du doyen du Grand conseil vaudois

Une fois passée cette belle journée protocolaire, qui pourrait être classée « patrimoine immatériel » selon la loi que nous avons votée en 2014, il s'agira de se mettre au travail tout en prenant du recul par rapport à nos engagements quotidiens.

Dans ce message, j'évoquerai quelques thèmes et défis.

Tout d'abord l'ambivalence fondamentale et constitutive du politique. D'une part, il est rationnel dans la mesure où il se réfère à des principes – toujours à débattre – et à des textes fondateurs tels que nos constitutions, qu'il s'agit de mettre en œuvre. D'autre part, le politique est également irrationnel dans ce que Paul Ricoeur appelle le « résidu de violence fondatrice. » « Il n'existe probablement pas d'Etat qui ne soit né d'une violence, qu'il s'agisse d'une conquête, d'une usurpation, d'un mariage forcé, ou des exploits guerriers d'un grand rassembleur de terres.» Et l'action politique a comme tâche constante de limiter le pouvoir du plus fort. En un temps où les excès de l'irrationnel, qu'il soit politique ou économique, submergent de nombreux Etats et bouleversent l'équilibre planétaire, nous devons, jusque dans les détails, reconnaître cette violence et chercher ensemble les moyens de la contenir.

Une deuxième ambiguïté du politique consiste dans la tension entre le plan horizontal du vouloir vivre ensemble, du contrat social hérité de Rousseau, et la dimension verticale du pouvoir, ancré depuis la nuit des temps dans une dimension transcendante. Au carrefour entre le vertical et l'horizontal, il s'agit de plaider pour la reconnaissance de l'autorité, qui s'exerce dans la noblesse de l'humilité. Je me rappelle les débats passionnés des années soixante sur le rapport entre pouvoir et autorité. Le pouvoir pour le pouvoir conduit à la dictature. Quant à l'autorité, elle n'est fondée que si elle est reconnue. Si l'on trace l'étymologie du mot autorité, on y trouve le verbe « augere », qui signifie augmenter, faire croître. En renonçant aux dérives de l'autoritarisme, la vraie autorité est celle qui fait grandir l'autre.

Ce jeu de l'autorité et du pouvoir se retrouve dans les rapports complexes entre ce qu'il est convenu d'appeler les trois... pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire. Osé-je constater que, dans notre canton, par la force cohérente d'un exécutif solidaire, la place dont dispose le Grand conseil s'est amenuisée. Et notre parlement s'est trop souvent replié sur des débats binaires, pour ne pas dire schizophréniques gauche - droite, où l'on aurait pu voter avant même de débattre, tant les résultats de beaucoup de votes l'emportent sur la réflexion et l'argumentation et tant il est vrai que les convictions fortes font alliance avec les mots d'ordre, voire même avec la force d'inertie ou la simple paresse.

Sans céder à la confusion des rôles, il s'agit de repenser l'esprit des rapports entre les pouvoirs : trop fort, un exécutif a la tentation de snober le parlement et de forcer la justice. Mais attention, il ne s'agit pas d'affaiblir notre Conseil d'Etat, mais de réaffirmer la pertinence des deux autres pouvoirs et de renforcer leur action.

C'est ensemble que nous devons relever les défis qui nous attendent. Ils sont nombreux. Ici je n'en retiendrai qu'un, celui de la cohésion sociale. Nous vivons dans une société métissée et dont les marges s'étendent.

Quant au métissage de notre société, il suffit de repérer nos racines et nos origines de plus en plus diverses, même au sein du Grand conseil, et encore mieux parmi les élus du Conseil d'Etat. En 1974, l'Encyclopédie illustrée du pays de Vaud esquissait une réflexion avec le sous-titre « De la société homogène au pluralisme social. » En quarante ans, cette tendance s'est développée de manière exponentielle. En ce temps où le monde est un village et le village un monde, apprenons à ne pas jouer les uns contre les autres et à nous enrichir de cette diversité sans renier nos racines.

Quant aux marges de notre société, marges qui font partie intégrante de la page, il suffit de prendre la mesure des domaines de vulnérabilité comme ceux des curatelles, du chômage, des difficultés d'insertion ou d'intégration, de l'assurance invalidité, des titres de séjour ou des pertes d'autonomie. Nos débats récurrents sur la facture sociale ne doivent pas occulter ce qui en est la cause : la fracture sociale.

Tous, nous devons nous rappeler que nous avons été élus par une petite minorité des habitants de ce canton, moins de 40% des électeurs, proportion qui diminue encore fortement si l'on prend en compte toute la population comme les mineurs, les étrangers, et tous ceux qui n'ont pas le droit de vote. Et ce n'est pas parce que les abstentionnistes – de gré ou de force – n'ont pas voté que nous ne devons pas les représenter.

Au temps où le discours anti élite est à la mode et où il est racoleur de montrer du doigt les politiques, il faut assumer notre condition. Nous sommes des élus, donc nous sommes des élites. Cette affirmation découle de la passionnante recherche étymologique qui enracine ces mots dans leur histoire. Au moyen âge, le verbe élire avait engendré deux participes passés, l'un, masculin, élu, l'autre féminin eslite, qui a donné élite. Il s'agit donc pour nous de revendiquer ce statut et de résister au discours facile qui cherche à opposer le peuple aux élites. Cela se fera en osant fonder notre action politique sur des valeurs telles que la cohérence et le courage, la conviction et la critique, la sagesse et l'audace. De même que science sans conscience n'est que ruine de l'âme, politique sans éthique n'est que ruine du corps social.

Or pour assumer ce statut d'élus et d'élites, il faut se souvenir que le verbe « élire » signifie « cueillir hors de... ». Nous courons tous le risque, une fois cueillis, de nous retrouver hors sol, hors humus et de finir en fleurs fanées, séchées et déconnectées. Le risque des élites, c'est de se couper de leurs racines plutôt que de cultiver patiemment ce rapport au sol, aux gens en chair et en os, en cœur et en raison, qui nous ont confié la tâche de les représenter.

Notre terrain, notre terreau, c'est l'humus, qui en appelle à l'humilité. C'est dans la mesure même où nous resterons nous-mêmes humbles que nous pourrons honorer le préambule de notre Constitution, qui nous rappelle qu'une « société harmonieuse (...) mesure sa force au soin qu'elle prend du plus faible de ses membres. »

Messieurs les élus, Mesdames les élites, il est temps de passer aux assermentations.

Claude Schwab, Député et doyen du Grand conseil vaudois